

## Réponse à Philippe Chevreul

Dans la « *Lettre de l'UPL* » diffusée par mail par l'opposition de droite au Conseil régional, Philippe Chevreul signe un article intitulé « *Contradiction et Démagogie* » très agressif à mon égard et qui commence ainsi : « *Patrick Cotrel, Président PS de la Commission "Formation Professionnelle, apprentissage et Politiques de l'Emploi" ne manque pas d'air.* ».

Je prends donc ma respiration pour lui dire que je sais qu'il suit maintenant de très loin ce qui se passe dans notre commission. Mais cela fait quand même 11 ans que nous y sommes ensemble. Qu'au bout de tout ce temps, il n'ait pas réussi à repérer que je ne suis pas au PS, mais que je suis militant Vert, reflète une distance surprenante par rapport à la vie de notre commission.

Et que me reproche -t-il de si grave qui justifie le ton ultra polémique qu'il utilise ?

D'avoir écrit « *nous avons en face de nous un gouvernement [...] qui refuse de sortir de ses dogmes et qui cherche à recentraliser les décisions et étrangler les collectivités locales.* ».

Ce ne sont pourtant que des évidences !

**Oui**, Le Président Sarkozy et son gouvernement refusent de renoncer à leurs dogmes ultra-libéraux :

- ils continuent à encourager financièrement les heures supplémentaires (pour un coût de 2,5 milliards d'€), alors que nous sommes dans une période de montée du chômage et que le partage du travail redevient une évidence ;
- Ils continuent à refuser de faire participer à l'effort commun les couches les plus aisées de la population en maintenant le bouclier fiscal, alors que ce sont les couches les plus pauvres qui subissent de plein fouet les licenciements, le chômage partiel, les fins de contrat, ...
- Ils continuent de vouloir baisser la TVA à 5,5% sur la restauration (avec un manque à gagner de plus de 4 milliards d'€ pour l'Etat), alors que ce secteur n'est pas particulièrement touché par la crise (contrairement à l'industrie).

**Oui**, Le Président Sarkozy et son gouvernement cherchent à recentraliser les décisions (pas les coûts !) :

- pour l'apprentissage, responsabilité décentralisée aux Régions, l'Etat a augmenté la taxe d'apprentissage payée par les entreprises pour se constituer un fonds national lui permettant, ensuite, d'imposer aux Régions certaines orientations pour pouvoir bénéficier des subventions de ce fonds ;
- depuis 2004 tout particulièrement, les Régions avaient la responsabilité d'élaborer, dans la plus grande concertation, un Plan Régional de Développement de la Formation professionnelle (PRDF). Cela s'est appelé le SREF en Pays de la Loire. La loi de réforme de la formation Professionnelle préparée par le gouvernement veut réinstaurer la prédominance de l'Etat (le Préfet) dans l'élaboration de ce plan ;
- dans sa loi sur la formation professionnelle, actuellement en phase de consultation, le gouvernement tente de chapeauter les initiatives régionales par un fonds national ...abondé par les partenaires sociaux, mais où la voix de l'Etat serait prépondérante !

**Oui**, Le Président Sarkozy et son gouvernement cherchent à étrangler les collectivités locales (et particulièrement les Régions) :

- en maintenant le bouclier fiscal, injuste et qui vient sanctionner financièrement les collectivités locales sans compensation ;
- en limitant l'évolution de la DGF (Dotation Générale de Fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités), ce qui sanctionne particulièrement les communes et intercommunalités ;
- en ne compensant pas intégralement la décentralisation des formations sanitaires et sociales : au bout de plusieurs années, on parvient à obtenir gain de cause ; mais entre temps, d'autres réformes non compensées (ex. la réforme de la formation des infirmiers) viennent creuser l'écart entre coût réel et compensation ;
- en refusant de cofinancer la construction du POle NAntais en Travail Social (projet PONANTS de plus de 10 millions d'€), alors que cela figurait dans le précédent Contrat de Plan Etat Région.

Par rapport à la crise actuelle, en particulier dans l'automobile, Philippe Chevreul nous reproche de ne pas l'avoir suivi, lorsque l'UPL réclamait « la mise en place d'un plan d'aide à la compétitivité par la formation professionnelle (...) ». Mais cette façon de poser les problèmes appartient au passé : les questions posées aujourd'hui à la branche automobile sont, d'une part la capacité à concevoir des automobiles moins gourmandes en énergie, et d'autre part à reconverter une partie des ses activités, puisque l'automobile ne va certainement pas continuer à se développer indéfiniment. On est bien loin d'un simple problème de compétitivité !

Pour notre part, loin des discours et des gesticulations, nous essayons de mettre sur pieds en Sarthe, avec la filière de l'automobile, une filière réparation/maintenance (et pourquoi pas conception) des éoliennes.

Pour notre part, nous sommes en train de mettre en place un dispositif d'aide d'urgence aux PME en difficulté, permettant d'élaborer des plans de formation des salariés pour accompagner des stratégies industrielles. Nous sommes parfaitement en phase avec les partenaires sociaux dans cette action, et l'Etat est en train de nous suivre.

Laissons Philippe Chevreul et ses amis de l'UPL gesticuler loin de la vie réelle et de l'action.

Le 13 avril 2009